

**Unité inter-Départementale de la  
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne  
Site de Brive  
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142  
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

**Brive-la-Gaillarde, le 4 mars 2026**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MARBRIERES DE FAVARS**

ZA DE LA GALIVE  
19600 Saint-Pantaléon-De-Larche

**Références : 2026-03-04 UiD192026-0029r georisques**  
Code AIOT : 0006000071

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2026 dans l'établissement MARBRIERES DE FAVARS implanté LIEU DIT COMBE DERPRAS LIEU DIT COMBE DERPRAS 19600 Nespouls. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MARBRIERES DE FAVARS
- LIEU DIT COMBE DERPRAS LIEU DIT COMBE DERPRAS 19600 Nespouls
- Code AIOT : 0006000071
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Marbrière de Favars exploite une carrière au lieu-dit « Favars » sur la commune de NESPOULS.

Cette exploitation est autorisée par arrêté préfectoral du 05/11/2010. La production maximale autorisée est de 1000 t/an pour les blocs et 3000 t/an pour les matériaux tout venant. La surface autorisée est de 1,91 ha environ. La durée d'exploitation est de 20 ans.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
11	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 1 > I.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Epaisseur d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.1.	Sans objet
2	Abattage à l'explosif	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.4.	Sans objet
3	Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploit...	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.	Sans objet
4	Front d'abattage.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.6.	Sans objet
5	Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. I.	Sans objet
6	Sécurité du public.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Sans objet
7	Exploitations à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14 > 14.1.	Sans objet
8	Registres et plans de carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet
9	Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	Sans objet
10	Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations s...	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22 > 22.2. I.	Sans objet
12	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 > I.	Sans objet
13	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 9	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

À ce stade, aucune suite administrative n'est proposée. L'exploitant est toutefois invité à préparer et à transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 15 jours une réponse précise et étayée à chaque constat accompagné le cas échéant d'un échéancier de réalisation des actions correctives proposées. A la suite de l'examen des réponses apportées par l'exploitant, l'inspection pourra dans un second temps émettre de nouvelles propositions à M. le Préfet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Epaisseur d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Epaisseur d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'arrêté d'autorisation fixe l'épaisseur d'extraction maximal et les cotes minimales NGF d'extraction.
<b>Constats :</b> La cote mini d'extraction de 300 m NGF est respectée. Elle est de 305,34 m NGF sur le lever topographique du 09/02/2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Abattage à l'explosif

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Abattage à l'explosif
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas où l'abattage du gisement est réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit un plan de tir. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise 2 à 3 tirs par an. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement. Le dernier tir a été réalisé le 8 janvier 2026. Les mesures de vibration étaient conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploit...

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploit...
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
<b>Constats :</b> Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Front d'abattage.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Front d'abattage.
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Le front d'abattage est constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Remblayage de carrière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblayage de carrière
<b>Prescription contrôlée :</b> Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.
<b>Constats :</b> Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Sécurité du public.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécurité du public.
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
<b>Constats :</b> L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Exploitations à ciel ouvert**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14 > 14.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitations à ciel ouvert
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
<b>Constats :</b> Les bords des excavations de la carrière sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Registres et plans de carrières à ciel ouvert**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registres et plans de carrières à ciel ouvert
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Le plan du site a été mis à jour le 09/02/2026. La cote mini d'extraction de 300 m NGF est respectée. Elle est de 305,34 m NGF sur le lever topo.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Prévention des pollutions.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions.
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.
<b>Constats :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations s...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22 > 22.2. I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations s...
<b>Prescription contrôlée :</b> On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments. Pour les autres constructions, des valeurs limites plus élevées peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation, après étude des effets des vibrations mécaniques sur ces constructions. Le respect de la valeur ci-dessus est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière, puis par campagnes périodiques dont la fréquence est fixée par l'arrêté d'autorisation. En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.
<b>Constats :</b> Le dernier tir a été réalisé le 8 janvier 2026. Les mesures de vibration étaient conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 1 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> Le montant des garanties financières prévues au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement permet d'exécuter la mise en sécurité conformément à l'article R. 512-39-1 du même code et, le cas échéant, les mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines conformément à l'article R. 516-5-1 du même code.
<b>Constats :</b> L'acte de cautionnement est arrivé à échéance le 31/12/2025. Une demande de renouvellement est en cours. L'exploitant doit envoyer le nouvel acte dès sa réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 12 : GEREP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, GEREP
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/ CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> / an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; -la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ; -les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation. Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.
<b>Constats :</b> L'exploitant renseigne annuellement l'application GEREP.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : GEREP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, GEREP
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les installations classées soumises à autorisation et les stations d'épuration, l'absence de déclaration ou une déclaration incomplète est passible, selon le cas, des sanctions prévues par les articles R. 216-12 ou R. 514-4 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant renseigne annuellement l'application GEREP.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite